



COMPTE RENDU

Paris, le 22 décembre 2025

FS4 – Santé, Sécurité et Conditions de Travail du 18 décembre 2025

La Fonction publique traverse une crise profonde : inégalités persistantes, maladies chroniques en hausse, risques psychosociaux (RPS) qui explosent, et conditions de travail qui se dégradent, surtout pour les femmes, les seniors et les métiers les moins qualifiés. Près d'un agent sur cinq, est en souffrance psychologique, preuve que les outils de la prévention ainsi que les textes réglementaires ne sont pas respectés.

Avant toute modification de l'organisation du travail, il y a une exigence réglementaire de présenter systématiquement une étude d'impact en instance afin d'évaluer clairement les répercussions sur la santé et la sécurité des agents. Celle-ci s'applique également à l'introduction de toute nouvelle technologie, y compris pour la mise en place d'intelligence artificielle.

Le télétravail, censé être un levier d'amélioration des conditions entre vie professionnelle et vie privée, reste un échec : l'accord n'est pas respecté, les chefs de service multiplient les a priori négatifs et refusent d'ouvrir le dialogue. Pire, le sujet n'est jamais abordé sous l'angle des tâches télétravaillables, mais uniquement en termes d'emplois, ce qui bloque son déploiement et accentue les inégalités. Seuls 16 % des agents y accèdent, avec de fortes disparités selon le statut et le genre. FO Fonction publique demande une application stricte de l'accord télétravail et du guide qui l'accompagne, il est inacceptable que les personnels qui souhaitent le faire ne puissent pas y accéder.

Selon les données communiquées par l'administration dans le cadre de cette réunion, une augmentation préoccupante des risques psychosociaux (RPS) a été constatée au sein des services. Les chiffres révèlent une progression significative du nombre d'agents exposés à des situations de stress, d'épuisement professionnel ou de mal-être psychologique et qui se termine parfois par un drame, un acte ultime le suicide.

Le suicide touche l'ensemble des versants de la Fonction publique, mais l'un d'eux nous interpelle particulièrement : dans les services de la DGFIP, placés sous la responsabilité de la ministre des Comptes publics et de la Fonction publique, une vague de suicides sans précédent a frappé cette année, avec vingt agents concernés.

FO a exigé que les RPS deviennent la priorité absolue, avec des diagnostics systématiques, des plans d'action concrets, des indicateurs publics et un vrai suivi. L'administration doit passer d'une logique de moyens à une obligation de résultats, avec des engagements fermes et des moyens adaptés.

Nous voulons aussi un budget sanctuarisé, une formation obligatoire à la prévention, et un plan anti-violences immédiat.

L'ordre du jour était trop chargé : les points 4 et 5 ont été reportés. L'administration s'engage cependant à ouvrir un nouveau Plan Santé au Travail (PST), avec comme priorité la lutte contre les RPS, dont les suicides et la transparence des actions.

FO Fonction publique condamne fermement les manquements de l'administration en matière d'HSCT. Nous exigeons sans détour que des sanctions immédiates soient prises à l'encontre des services qui se soustraient encore à l'obligation de disposer d'un Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) régulièrement mis à jour chaque année, assorti d'un plan d'action concret.